

Les réponses institutionnelles à la vulnérabilité des enfants et des familles

Jean-Michel Bonvin

Forum du Master en sociologie

Genève, 23 mai 2018

Les enjeux des politiques familiales

Les politiques familiales sont à la fois capacitantes et contraignantes : elles donnent des ressources, des possibilités d'action, etc. ET comportent des attentes à l'égard des familles (peuvent donc être sources de stress dans la mesure où les familles ne se sentent pas à la hauteur de ces attentes).

Les familles elles-mêmes peuvent être pourvoyeuses de ressources économiques et sociales, mais aussi sources de stress (cf. décalage normes familiales et normes sociales, conflits familiaux, etc.)

Quel lien entre famille et Etat (et marché) ? Degré d'intervention dans le fonctionnement familial, ressources à disposition de la politique familiale, etc.

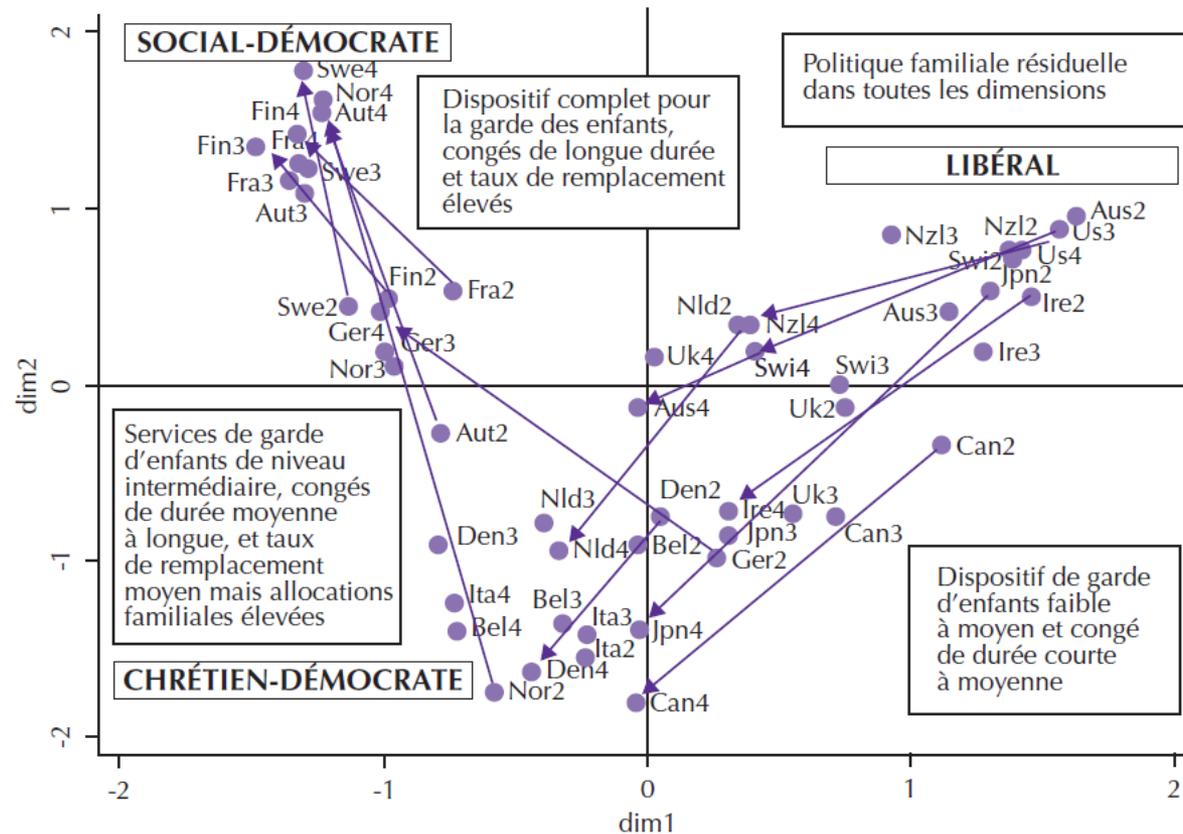
Une diversité de réponses possibles (Gauthier, 2002) et leur évolution au fil des dernières décennies (Ferragina et al., 2015)

TABLEAU 1. – TYPES DE POLITIQUES FAMILIALES À LA FIN DES ANNÉES 1980
ET AU DÉBUT DES ANNÉES 1990

Régime de politique familiale	Caractéristiques globales	Prestations en espèces	Aide aux parents qui ont un emploi rémunéré	Pays
Social-démocrate	Prestations universelles de l'État aux familles et promotion de l'égalité des sexes	Niveau moyen des prestations en espèces aux familles (prestations universelles), mais niveau élevé des autres aides, avec comme résultat des niveaux faibles de pauvreté chez les enfants	Niveau élevé des aides fournies aux deux parents. Combine de longs congés parentaux et de garde d'enfants avec une offre abondante de modes de garde des enfants	Danemark Finlande Norvège Suède
Conservateur	Système d'aide de l'État aux familles qui varie selon le statut d'emploi des parents et qui est inspiré d'une conception plus traditionnelle de la division sexuelle du travail	Niveau moyen à élevé des prestations en espèces	Niveau moyen d'aide. Congés parentaux et de garde d'enfants relativement longs (dans certains pays), mais offre de modes de garde des enfants plus limitée	Allemagne Autriche Belgique France Irlande Luxembourg Pays-Bas
Europe méridionale	Différenciation selon le statut d'activité et mélange de services et de prestations publics et privés. Pas de système de revenu minimum garanti	Bas niveau des prestations en espèces, d'où des niveaux élevés de pauvreté	Peu d'aide	Espagne Grèce Italie Portugal
Libéral	Bas niveau de l'aide aux familles, qui est ciblée sur les familles nécessiteuses; il laisse place aux forces du marché, surtout pour les modes de garde des enfants	Bas niveau de l'aide apportée aux familles; aide un peu plus élevée pour les familles nécessiteuses	Peu d'aide. La responsabilité de la garde des enfants incombe aux parents et au secteur privé	Australie Canada États-Unis Japon Nouvelle-Zélande Royaume-Uni Suisse

Sources : adapté des travaux de Esping-Andersen, 1990; Ferrera, 1996; Flaquer, 2000; Gauthier, 1996; Rhodes, 1997.

Graphique 1 : Évolution de la générosité de la politique familiale sur trois décennies, années 1980, 1990 et 2000. (Analyse des correspondances multiples)



Source : données OCDE, traitement par l'auteur à partir d'une analyse des correspondances multiples (ACM). Ferragina et Seeleib-Kaiser (2015).

Les quatre dimensions de la politique familiale (rapport CF, 2015)

- 1) Sécurité matérielle des familles et lutte contre la pauvreté des familles**
- 2) Promotion de la conciliation vie familiale et vie professionnelle**
- 3) Adaptation du droit de la famille aux modes de vie réels
- 4) Soutien aux familles**

Le contexte : la pression sur les coûts vs.
l'émergence des politiques d'investissement social

Social Investment

Social policy as a productive factor: focusing on efficiency and productivity (making people contribute to the enhancement of productivity)

= an economic rationale

Social policy as a supply-side intervention: suppress disincentives and enhance human capital

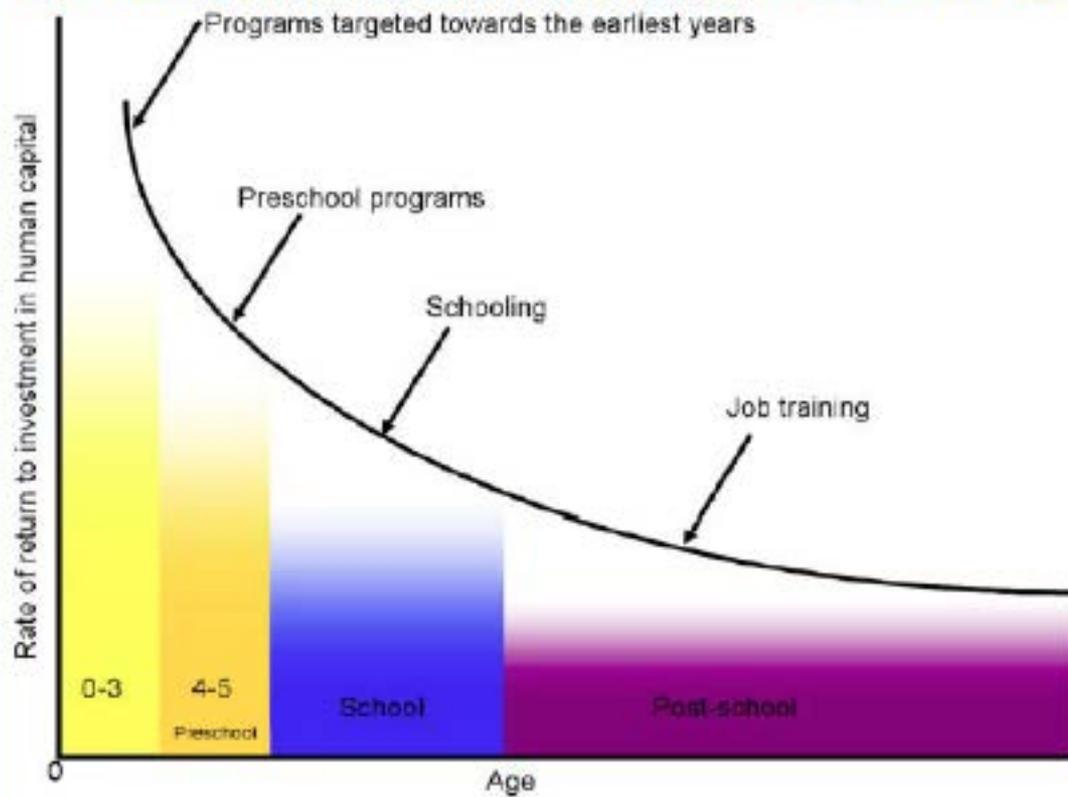
= an individual matter

Investir dans les enfants et dans le travail féminin

- Investing in **children** is especially important since “the **rate of return** on this investment (...) is highest in the very early years of childhood (...) during which most of the **essential cognitive and social skills** are formed. These years appear to be those with the highest rate of return on education achievement and overall human capital investment in children, especially through health and education intervention. Benefits for children **from disadvantaged backgrounds** are even more marked” (EC 2013c, p. 60).
- “Better investment in children can also contribute to **significant savings** in the longer term, since the public expenditure needed to correct the **consequences** of childhood poverty throughout a person's life-span is significantly higher than that necessary to improve their **life chances** by support provided during childhood” (EC 2013c, p. 61).

Cf. aussi Esping-Andersen et Palier, 2008.

Returns to a Euro invested in human capital at different ages



Hemerijck (2013: 270)

Not only no trade-off between female employment and fertility but positive relationship
(new phenomenon, role of family policy)

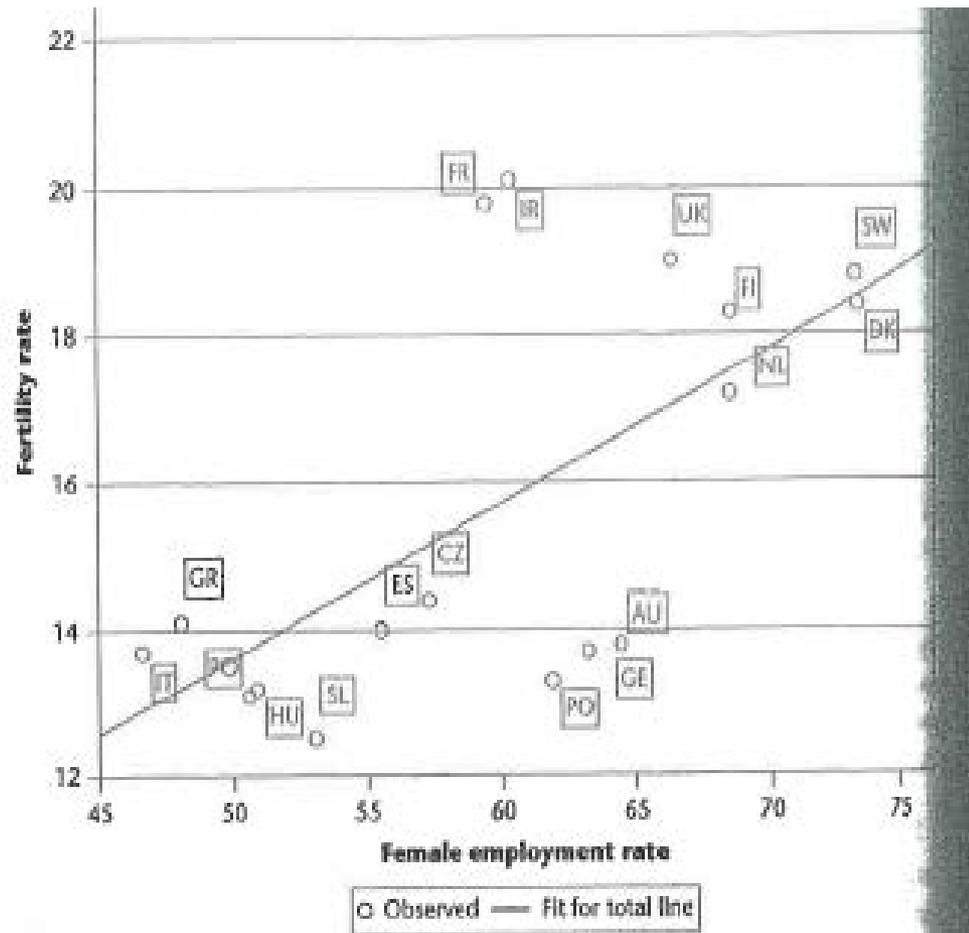


Figure 7.43. Female employment correlated with total fertility, 2007.
Source: Eurostat and OECD.

Sécurité matérielle

a) L'extension des politiques familiales : la famille comme risque (ou éventualité) social ? L'exemple du divorce et de la monoparentalité

b) Adéquation des ressources à disposition (tendances générales)

* Prestations financières (allocations familiales, bourses, subsides d'assurance-maladie, prestations complémentaires familiales, etc.) et coûts directs des enfants

* Importance des coûts indirects

* Impact sur le choix d'avoir des enfants et sur la pauvreté des familles

c) Question du non-recours aux prestations

Coûts directs des enfants en Suisse (2009-2011)

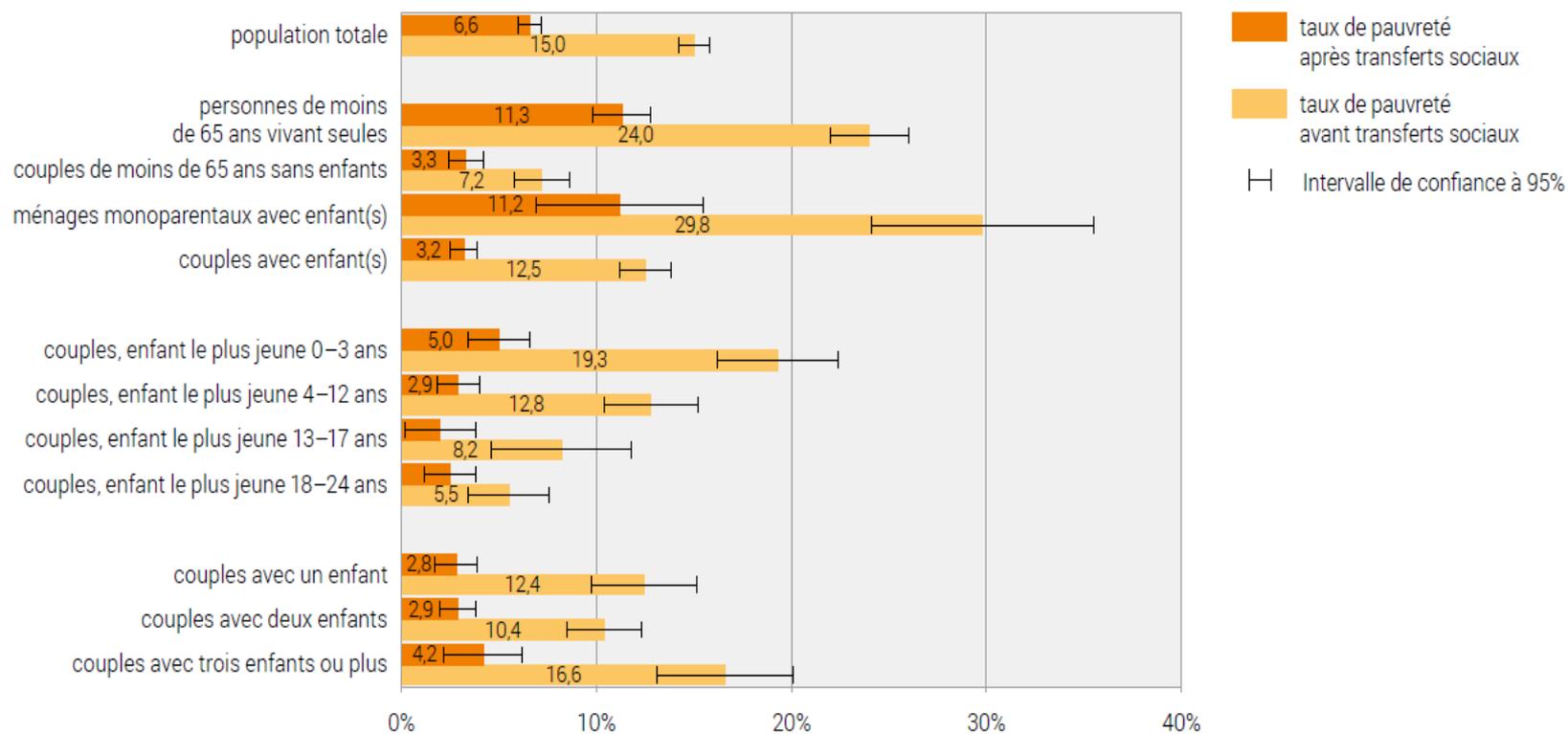
	enfant/mois	enfant /an	tous les enfants / an
Personne seule avec 1 enfant	1 201	14 412	14 412
Couple avec 1 enfant	942	11 304	11 304
Couple avec 2 enfants	754	9048	18 096
Couple avec 3 enfants	607	7284	21 852

Taux de risque de pauvreté des familles en Suisse (2013)

<i>Type de ménage</i>	<i>Taux de risque de pauvreté (en %)</i>
Personne seule avec enfant(s)	29,8
2 adultes avec 1 enfant	7,1
2 adultes avec 2 enfants	12,2
2 adultes avec 3 enfants ou plus	22,8
Autres ménages avec enfant(s)	11,7
Total des ménages avec enfant(s)	13,7

Taux de pauvreté avant et après transferts sociaux, selon le type de ménage, en 2014

G 8.6



Conciliation vie professionnelle et vie familiale

a) Augmenter le taux d'emploi des femmes et augmenter le nombre de places d'accueil extrafamilial (défamilialisation)

- * Coût pour les familles
- * Adéquation aux besoins des familles
- * Systèmes d'incitations
- * Quel rôle pour les entreprises ?

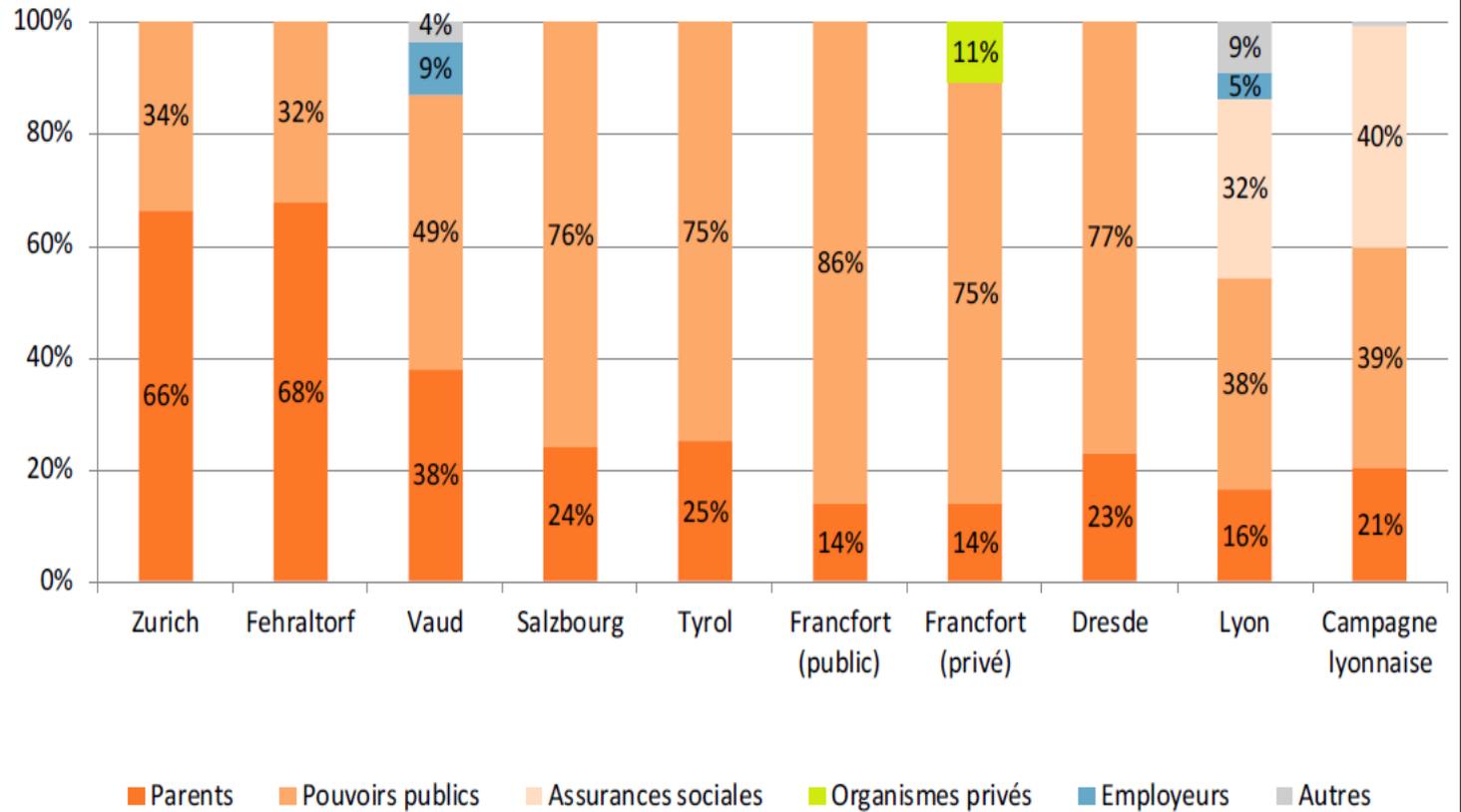
b) Enjeu de la faible reconnaissance des activités non-productives (double journée de travail des femmes)

- * Introduction d'un congé paternel ou d'un congé parental partagé ?
- * Quel soutien aux proches aidants ?

Coût complet d'une place de crèche par jour, en francs, aux prix de 2011 (corrigé du pouvoir d'achat et de l'inflation)

Canton de Zurich (CH)	112,4
Canton de Vaud (CH)	110,6
Salzbourg (A)	92,6
Tyrol (A)	62,5
Francfort (D) public	136,3
Francfort (D) privé	114,4
Dresde (D) privé	89,0
Lyon (F)	136,4
Campagne lyonnaise (F)	99,9

Répartition des coûts entre les acteurs



Soutien aux familles

Vulnérabilités socioéconomiques ET vulnérabilités relationnelles liées à l'intégration sociale de la famille et au «fonctionnement» de la famille (indifférence des parents, conflits familiaux, problèmes de santé mentale, etc.)

Postulat de l'investissement social vs. complexité des situations

Problèmes identifiés dans le cas genevois :

- * collaboration inter-institutionnelle
- * fréquence du non-recours
- * difficultés du travail avec les familles
- * développement limité des mesures de prévention